

LIBERTE POUR LES 3 DU PRADO !

Ce jeudi 2 février avait lieu à Marseille un rassemblement contre l'ouverture d'une permanence sur l'avenue du Prado du parti d'extrême-droite « Reconquête », présidé par Éric Zemmour et représenté localement, entre autres, par Stéphane Ravier, ancien maire RN des 13 et 14^e arrondissements, nouvellement encarté à Reconquête et faisant d'ores et déjà office de tête de gondole du parti à Marseille. Quelques centaines de personnes avaient répondu présentes à l'appel dans une ambiance combative, mais loin d'être offensive ou émeutière.

Ce rassemblement ne fut néanmoins pas du goût de la préfecture. Les forces de l'ordre, massivement présentes, décidèrent de charger sans réel motif apparent le groupe de manifestant.e.s à plusieurs reprises, interpellant violemment trois camarades, immédiatement placé.e.s en garde à vue au commissariat du 6 et 8^e arrondissements. Les faits reprochés sont d'hypothétiques « violences sur personne dépositaire de l'autorité publique », accompagnées du désormais quasi systématique « groupement en vue de... ». Après une garde à vue de 48 heures, un défèrement au tribunal judiciaire, un passage devant le procureur puis le juge des détentions et libertés, les trois personnes, dont le plus jeune n'ayant que 19 ans, ont été placées en détention provisoire à la prison des Baumettes en attente de leur procès à la fin du mois de février.

Cette décision est totalement arbitraire et disproportionnée. Là où, au vu de la procédure, une simple convocation le jour de leur procès semblait s'imposer, rien ne peut justifier cette mise en détention. En plus de nombreuses irrégularités relevées dans les procédures, l'utilisation accumulative de mesures censément exceptionnelles - rallongement du temps de garde à vue, temps d'attente du jugement extrêmement long, mise en détention provisoire - démontre indiscutablement un déni des libertés et une volonté de punir collectivement des personnes pour un motif politique, à savoir s'être mobilisées contre l'implantation d'un nouveau local d'extrême droite à Marseille.

Nous, militant.e.s antifascistes et révolutionnaires, proches des personnes interpellées ou tout simplement membres de leurs familles, exigeons leur libération immédiate, et appelons tous les collectifs et individus se sentant concernés à se saisir de cette « affaire », et à soutenir à leur manière nos camarades, ami.e.s, enfants.

LIBERTÉ POUR LES TROIS DU PRADO !

**Pour être mis en relation avec le comité de soutien :
libertepourlestroisduprado@protonmail.com**